



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
26 février 2021

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

DARMANIN, VIDAL, LE PEN...

LES VARIANTS D'EXTRÊME-DROITE PROLIFÈRENT !

À une semaine d'intervalle, quasiment coup sur coup, deux ministres de Macron affichent leurs affinités avec l'extrême droite. C'est d'abord Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur, qui étale son entente cordiale avec Marine Le Pen, lors du débat sur France 2, le 11 février. Le ministre de Macron va jusqu'à juger la cheffe du RN « quasiment un peu trop dans la mollesse » vis-à-vis de l'islam... Un « trop molle » qui a tourné en boucle dans les médias, tandis que Marine Le Pen lui rendait la politesse avouant qu'« à part quelques incohérences j'aurais pu signer ce livre » (le bouquin de Darmanin).

Puis c'est Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, qui va diligenter via le CNRS une enquête sur l'emprise de l'« islamo-gauchisme » dans le milieu universitaire. Riposte salubre : des centaines de chercheurs et universitaires, dénoncent la police des idées, cette chasse aux sorcières, et demandent la démission de la ministre.

Celle-ci n'a d'ailleurs pas innové : il y a quelques mois, son collègue à l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, lançait déjà l'anathème d'« islamo-gauchisme », amalgamant terrorisme islamiste et extrême gauche (allez savoir qui ça visait !), contre tous ceux qui dénonçaient la politique de racisme d'État dirigé contre les musulmans – et notamment cette « loi contre les séparatismes » adoptée par le parlement.

La droite louche vers l'électorat d'extrême droite

Voilà des mois que Macron et son staff sont en campagne électorale, pour les prochaines régionales si elles ont lieu avant l'été, mais surtout la présidentielle de 2022. Résultat : ce dont Marine Le Pen et ses amis rêvent, Macron et son staff le font... sans « mollesse ». Ils visent tous, surtout, à détourner l'anxiété voire la colère qui s'expriment dans les classes populaires face aux conséquences de la gestion capitaliste de la pandémie sur l'emploi, les salaires et les conditions de vie.

Le racisme et tout le fatras d'idées moyenâgeuses que véhicule cette droite nationaliste n'est pas le seul point commun entre LRM, LR et RN. Il y a aussi le silence devant les problèmes quotidiens.

Les commerçants ruinés ? Rien ou très peu. Les agriculteurs et éleveurs, aujourd'hui aux prises avec

les grands de la distribution ? Rien non plus de la part du gouvernement, sinon des jérémiades. Les travailleurs licenciés un peu partout dans le pays ? Rien, vraiment rien. Les queues devant les banques alimentaires et autres restos du cœur qui accueillent maintenant des jeunes ? Rien non plus. Et les SDF ? Rien de rien.

Tout l'argent et les aides de l'État – magiques ! – sont allés à ceux qui en avaient déjà. **Des centaines de milliards donnés au grand patronat sans contreparties.** Macron, Le Maire et Darmanin sont les artisans de cette politique, mais **Marine Le Pen n'en dit rien**, elle qui pourtant, du moins en période électorale, se prétend volontiers protectrice des Français modestes.

Seule la vraie vie et nos vraies luttes peuvent les bousculer

Droite et extrême droite se livrent à un vrai numéro de clowns. D'un côté, ceux qui pèlent les oignons – Macron et ses ministres qui servent leurs maîtres capitalistes, les très riches, attaquent les droits des travailleurs, expulsent les migrants et distillent le poison raciste –, et de l'autre, ceux qui pleurent ou piaffent de prendre leur place – les Républicains et Marine Le Pen.

Restent nos mobilisations et nos luttes. En gestation, certes. Mais elles peuvent les faire taire, tous. Les profits accumulés par les grandes entreprises suffisent largement pour maintenir les rémunérations et partager le travail entre tous, pour mettre les moyens qu'il faut, c'est-à-dire des embauches, dans la santé et la production de vaccin, dans l'éducation et dans tous les services essentiels.

Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

Vive la semaine de quatre jours... payée cinq

Lundi dernier, l'usine était quasiment à l'arrêt. La plupart d'entre nous ont pu goûter le plaisir d'un week-end de trois jours. Il ne manquait qu'une chose : le maintien intégral de nos salaires, payés intégralement par PSA. Donner (le lundi), c'est donner. Reprendre (un samedi), c'est voler.

La « bonne paye », pas le « juste prix »

À moins de prendre des produits « discounts » au supermarché, de faire une croix sur la sortie du week-end (merci le covid, tu nous épargnes des tentations...) ou de différer la réparation de la voiture, nous sommes un sacré paquet à voir la fin du mois tomber le 25, voire le 20, si ce n'est pas avant.

S'il ne manquait que quelques dizaines d'euros à nos salaires, on pourrait se contenter de revendiquer en mode « Juste prix » : en essayant de deviner ce que la direction finira par lâcher. Mais si on se fixe l'objectif « vivre et pas survivre », alors oui, il nous faut 300 ou 400 euros de plus tous les mois.

Il ne suffira pas de les demander pour les obtenir ? Certainement ! La paye est une affaire de rapport de forces. Si les patrons étaient tout-puissants, ils rétabliraient l'esclavage. À l'inverse, rien de tel que des salariés organisés et prêts à montrer leur force pour que les capitalistes retrouvent leur chéquier « égaré ». Et le montant sera ce qu'il sera. Mais on n'aura pas à faire semblant d'être contents de l'obtenir.

Froid polaire mais cadences infernales

Mardi 9 février, alors que la région rennaise était couverte de neige, la direction de PSA-La Janais a fait travailler le soir jusqu'à 21h00. Pire, elle a même imposé une demi-heure supplémentaire à un atelier. Tout ça pour entasser des voitures à retoucher, pénurie de puces oblige.

Certains ouvriers habitant en campagne ont mis plusieurs heures à rentrer chez eux, avec le risque d'avoir un accident. Ceux utilisant les bus de la ville de Rennes ont dû se débrouiller pour rentrer car ces derniers avaient été stoppés par précaution ! Le lendemain, beaucoup n'ont très normalement fait aucun effort pour venir et l'usine a dû tourner au ralenti.

Contre les suppressions de poste à Poissy...

Mercredi 17 février, les ouvriers de l'Habillage Moteur et du Kitting Moteur de l'équipe d'après-midi de PSA-Poissy ont débrayé contre les suppressions de poste, et la surcharge des postes restants. Ils ont été rejoints par des salariés d'autres secteurs.

Le Montage est resté à l'arrêt près de 5 heures. Le lendemain, l'équipe du matin du Kitting et Habillage Moteur a débrayé à son tour. La trentaine de chefs briseurs de grève réunis par la direction n'a impres-

sionné personne : ils seraient bien incapables de tenir les postes ! La direction a cédé et même rajouté – temporairement – des salariés sur la ligne.

...et à Renault-Douai

Le même mercredi, une centaine de salariés du Montage de Renault-Douai ont fait grève 4 heures pour les mêmes raisons. Ils ont eux aussi obtenu quelques postes supplémentaires : pas la panacée, mais un premier recul de leur direction.

Renault et PSA menacent de supprimer plusieurs milliers d'emplois en France et dans le monde. Si ces mauvais coups passent, ce sera chômage pour les uns et surcharge pour les autres. C'est donc une très bonne nouvelle que nos camarades de Renault se battent eux aussi : plus il y aura de travailleurs à se défendre, plus nous aurons de chances de gagner.

La « responsabilité sociale » sauce PSA

Trois semaines après la première grève historique qu'ont menée les ouvriers de l'usine PSA de Kenitra au Maroc, l'heure est à la répression. Les grévistes ont en effet fondé un syndicat, rattaché à l'Union Marocaine du Travail. Depuis, PSA a mis à pied six des membres du bureau de la section syndicale. Ces derniers avaient refusé de signer les lettres pré-écrites de démission du syndicat qu'on leur tendait...

Convocations, pressions, menaces tout est bon pour museler la libre expression des ouvriers avec l'aide des autorités locales.

Uber perd une bataille ; ses salariés gagnent

La cour suprême britannique vient de reconnaître que les chauffeurs de VTC (réservation de voitures avec chauffeur) travaillant pour Uber sont bien les employés de la plate-forme numérique. Ils devraient donc avoir droit à un salaire minimum et à des congés payés. Un avocat de deux cents chauffeurs Uber enfonce le clou : « *Ce sont des salariés, ils ne fixent pas leurs prix, ne choisissent pas leurs clients, utilisent un outil de travail qui appartient à Uber.* »

Une victoire pour ces chauffeurs qui pourrait inciter d'autres travailleurs de plates-formes numériques à revendiquer les droits qu'elles leur volent.

Vaccins : inégalités et traitement de faveur

Les millions de personnes qui attendent de se faire vacciner contre le Covid-19 seront ravies de l'apprendre : Nicolas Sarkozy, 66 ans, s'est vu administrer sa première dose de vaccin dès janvier dernier. À cette époque, seules les personnes de plus de 75 ans étaient normalement concernées par le planning de vaccination. Comme quoi, il suffit d'avoir le bon nom... Tout un symbole des inégalités en matière d'accès aux vaccins !